

Unité Départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 30 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

KALLISTA OEN SAS

82 Bd Hausseman
75008 Paris

Références : 2022.
Code AIOT : 0005521377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement KALLISTA OEN SAS implanté la croix du Jubilé ZE101 22800 LANFAINS. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KALLISTA OEN SAS
- la croix du Jubilé ZE101 22800 LANFAINS
- Code AIOT : 0005521377
- Régime : Autorisation

Le parc éolien de Lanfains, constitué de 6 aérogénérateurs, a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 29 juin 2020. La puissance totale de ce parc éolien est de 12 MW. Ce parc éolien est en fonctionnement depuis le 27 décembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle documentaire de la maintenance sur l'éolienne E3 ;
- Maîtrise des risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
2	Maitrise des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
5	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Maintenance des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
6	Exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17, 22 et 23

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a relevé une lacune sur la maîtrise des risques accidentels.
Il convient de réaliser, dans les plus brefs délais, des exercices d'entraînement sur les installations afin de se conformer à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...] A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. [...]</p> <p>Constats : Afin de respecter cette prescription, une étude environnementale est en cours de réalisation pour l'année 2022. Cette étude porte sur le suivi d'activité des chiroptères et sur le suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères pendant les semaines 18 à 43.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a pu constater la mise en œuvre du suivi mortalité et du suivi activité.</p> <p><u>Demande de l'inspection :</u> Lorsque l'étude environnementale sera finalisée, l'exploitant devra la transmettre à l'inspection. Il joint également la preuve du téléversement des données sur la plateforme DepoBio.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Maitrise des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. Constats : Il a été observé lors de l'inspection que l'exploitant ne dispose pas de registre d'entraînement aux situations d'urgence. De plus, des exercices d'entraînement en lien avec la maîtrise des risques n'ont pas été réalisés sur le parc éolien inspecté. Pour information, ces exercices d'entraînement visent notamment à s'assurer que : <ul style="list-style-type: none">• les équipements de mise en sécurité fonctionnent sur le site. Pour cela, il est impératif que des exercices soient réalisés sur le site ;• les services de secours peuvent être mobilisés rapidement. <u>Demande de l'inspection :</u> L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour : <ul style="list-style-type: none">• Réaliser des exercices d'entraînement sur le site ;• Disposer d'un registre d'entraînement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance des équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des équipements de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. [...]
Constats : Le rapport du « Commissioning » réalisée le 31 décembre 2022 sur l'éolienne E3 indique que les essais suivants ont été réalisés (points 211 à 213) : <ul style="list-style-type: none">- un arrêt ;- un arrêt d'urgence.- un arrêt depuis une simulation de survitesse (points 142, 154, 166 et 232).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. [...] l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Le rapport du « Commissioning » réalisée le 31 décembre 2022 sur l'éolienne E3 indique la réalisation d'un contrôle des systèmes instrumentés de sécurité, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- du détecteur de fumée (point 178) ;- du capteur de bruit du spinner (point 179) ;- du capteur d'accélération tridimensionnel (points 193 et 194) ;- le capteur de vibration (point 216).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies [...].
Constats : L'exploitant a mandaté le bureau d'études "Sixsense" pour la réalisation du contrôle des émissions sonores de son parc éolien. Le souhait du pétitionnaire consiste à réaliser la 1ère campagne en période hivernale (au mois de février 2022), et la seconde campagne de mesures au cours de l'été 2022 (juillet/aout 2022). L'étude est donc en cours de réalisation. <u>Demande de l'inspection :</u> L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour transmettre le rapport sur les émissions sonores.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exercice d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17, 22 et 23
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'entraînement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 17 AMPG du 26/08/2011 susmentionné</p> <p>Le /.../ personnel compétent /.../ connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>Article 22 AMPG du 26/08/2011 susmentionné</p> <p>L'exploitant /.../ est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes /.../</p> <p>Article 23 AMPG du 26/08/2011 susmentionné</p> <p>/.../ L'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné est en mesure de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de quinze minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. /.../</p>
<p>Constats : Un exercice d'entraînement a été réalisé lors de l'inspection terrain. L'exploitant a appelé le centre d'opérations en affirmant voir de la fumée sortir du mat de l'éolienne E5.</p> <p>17h26 : Appel de l'exploitant au centre d'opérations. L'exploitant a réussi à joindre rapidement le centre d'opérations. Cependant, celui-ci n'avait plus accès au SCADA et donc au contrôle à distance de l'éolienne.</p> <p>Il a fallu attendre au moins 5 minutes pour que la situation se rétablisse.</p> <p>17h31 : l'éolienne E5 se met en position drapeau. L'éolienne s'est donc mise en position de sécurité.</p> <p>17h33 : redémarrage de l'éolienne E5</p> <p>L'exploitant a appelé l'équipe qui contrôle l'installation à distance afin de leur demander :</p> <ul style="list-style-type: none">• La position des pales :<ul style="list-style-type: none">◦ 92° par rapport au Nord, position drapeau ;• La vitesse du vent :<ul style="list-style-type: none">◦ 1 m/s ;• La possibilité de redémarrer l'installation à distance :<ul style="list-style-type: none">◦ Dans ce cas spécifique, il était possible de redémarrer l'éolienne à distance étant donné qu'aucun système instrumenté de sécurité n'a été déclenché lors de l'exercice.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet